

REPONSE A LA CONSULTATION PUBLIQUE RELATIVE AUX RACCORDEMENTS FINALS

SYNTHESE

Iliad est susceptible d'adhérer à une démarche de rééquilibrage des tarifs de sous-traitance, d'usage et de droits de suite, y compris pour le passé, en zone d'investissement privé

Nous comprenons que l'Autorité appelle à un rééquilibrage des tarifs liés au raccordement final : évolution des tarifs de « sous-traitance » sur les coûts réels de construction pour les nouveaux raccordements, alignement des tarifs « d'usage » au même niveau en tenant compte le cas échéant des subventions accordées, alignement homothétique des tarifs de restitution pour les raccordements finals futurs et le stock passé.

Un tel alignement a des impacts financiers et comptables significatifs, et amène à constater, sur la zone d'initiative privée aujourd'hui majoritaire, une perte de valeur du stock de droit de suite restant à percevoir par les opérateurs commerciaux. La mise en œuvre opérationnelle n'est pas non plus évidente, car il faut que tous les contrats évoluent simultanément et avec le même niveau de baisse sur une même zone, ce qui suppose un accord simultané de l'OI et des différents OC.

Iliad pourrait adhérer à une telle évolution en zone d'initiative privée, à la fois pour le futur et le passé, sous deux conditions (i) la modifications des tarifs de sous-traitance, d'usage et de droit de suite intervient par avenant ; la signature de cet avenant est autonome et n'est subordonnée à aucune autre évolution des contrats d'accès ou de sous-traitance et (ii) l'OI et tous les principaux OC d'une même zone acceptent les mêmes évolutions et le même avenant avec la même date d'effet.

En zone d'initiative publique, un tel rééquilibrage nous apparaît également envisageable et nous pourrions le soutenir également. Néanmoins, un préalable additionnel à toute évolution des tarifs et renégociation contractuelle serait de connaître le montant des aides publiques d'ores et déjà accordées à chaque projet et affecté aux raccordements finals et les obligations de service public attachées. Cette condition n'est pas satisfaite à date (cf. ci-après).

Le recouvrement des coûts de création de génie civil sur le segment du raccordement final PBO - PTO par l'intermédiaire des tarifs de l'horizontal PM – PBO nous semble être une mauvaise idée, à ce stade

La synthèse de l'Autorité ne fournit pas d'élément chiffré concernant le volume et les montants des créations ou réparations des infrastructures d'accueil. L'OI ne réalise pas ce type de travaux sans être sollicité par un OC. L'ensemble des demandes d'intervention sur le génie civil de raccordement peut être extrait des systèmes d'information. Il nous semblerait utile que l'Autorité puisse en publier les taux et volumes financiers, avant d'explorer les pistes de financement envisageable.

En zone d'initiative privée, faire porter une partie des coûts de réparation ou création de génie civil sur le segment du raccordement PBO - PTO par les tarifs de l'horizontal PM - PBO viendrait contredire les modèles de tarifications existants et serait en contradiction avec les décisions de règlements de différend n°2018-0569-RDPI et n°2020-1498-RDPI, cette dernière étant actuellement en appel. Il nous semble contreproductif de venir fragiliser les modèles de tarification et décision récentes de l'Autorité par une recommandation inverse.

La mise en œuvre d'évolutions réglementaires ou contractuelles susceptibles de diminuer le taux de raccordement en échec suppose, de manière préalable, de disposer d'un bilan transparent de subventions d'ores et déjà affectées à la construction des raccordements finals et des obligations attachées

La grande majorité des échecs de raccordements est située en zone d'initiative publique.

Des subventions ont été prévues dans le PNTHD pour le raccordement final. Le montant des subventions d'ores et déjà attribuées au raccordement final dépasse vraisemblablement le milliard d'euros.

Une faible part des subventions d'ores et déjà attribuées a titre du raccordement final a été consommée. Parce que la plupart des raccordements finals restent à construire en zone d'initiative publique. Mais aussi parce que les tarifs de sous-traitance actuels des certains OI, dans certains territoires, ne reflètent pas l'intégralité des subventions accordées.

Ainsi, par exemple, dans les deux départements couverts par le SMO Val de Loire Numérique (Indre-et-Loire et Loir-et-Cher), une subvention unitaire de 85 € est prévue pour les raccordements standards et une subvention unitaire de 800 € est prévue pour les raccordements longs. Les tarifs de sous-traitance, du moins la grille proposée par l'OI à Free, ne reflètent pas la subvention standard. Il n'existe pas de tarif spécifique pour les raccordements longs. Plusieurs exemples de ce type sont documentés en annexe à la présente contribution (voir tableau en annexe 1, page 12 et les sources pages suivantes).

Introduire un tarif de sous-traitance spécifique et plus cher pour les raccordements particulièrement coûteux, comme le suggère la recommandation de l'Autorité, nous semble intéressante. Cette perspective est cohérente, pour certains territoires, avec les subventions d'ores et déjà attribuées et fléchées sur ce type de raccordements ou lorsque l'ensemble du stock de subventions accordées ou versées à l'OI n'a pas été, à date, utilisé pour la construction effective des raccordements finals.

En tout état de cause, de nouveau, une négociation contractuelle ne peut pas être envisagées sans, qu'au préalable, soit assurée une transparence sur les subventions publiques d'ores et déjà attribuées.

Les lignes directrices C(2022) 9343 européennes sur les Aides d'Etat sont venues renforcer l'exigence de transparence en matière de subventions; « *L'aide sera octroyée de manière transparente; en particulier, il importe de veiller à ce que les États membres, les opérateurs économiques, le public intéressé et la Commission aient facilement accès à tous les actes pertinents et à toutes les informations utiles sur l'aide octroyée* » (§48)

Quelles que soient les évolutions réglementaires ou contractuelles envisagées pour diminuer le taux de raccordement en échec, le préalable nous semble être d'assurer, projet par projet, une transparence des subventions d'ores et déjà fléchés vers le raccordement final, leur utilisation, et les obligations de services public attachées. La mobilisation du stock de subventions d'ores et déjà attribuées et inutilisées peut être déterminante pour le financement des raccordements et échec ou particulièrement coûteux.

REPONSE A LA CONSULTATION PUBLIQUE RELATIVE AUX RACCORDEMENTS FINALS

ELEMENTS COMPLEMENTAIRES ET DETAILS

Rappel concernant l'économie du raccordement final et le partage de la valeur en zone d'initiative privée

La construction d'un raccordement final crée de la valeur pour l'opérateur commercial ainsi que pour l'opérateur d'immeuble. Un réseau avec des prises posées dans un million de logements a une valeur capitalistique et génère un revenu évidemment supérieurs à un réseau passant devant un million de logements sans y pénétrer.

Même si les bénéfices de la création d'un raccordement final sont partagés entre opérateurs commercial et d'immeuble, même si l'opérateur d'immeuble intègre les raccordements finals dans son patrimoine, les coûts de ce raccordement final sont très largement encourus par le seul opérateur commercial. Les coûts de construction sont financés par les opérateurs commerciaux. Les coûts de maintenance et d'exploitation sont supportés par les opérateurs commerciaux. Pire, les opérateurs commerciaux assument seuls les coûts opérationnels de maintenance et versent en outre un « prix mensuel de maintenance de raccordement final » aux OI, pour une maintenance qui est de fait réalisée par les OC. Même le risque de non utilisation future au-delà de la résiliation du premier abonné est porté par les opérateurs commerciaux, les droits de suite n'étant pas versés à la résiliation de la ligne.

Il existe un déséquilibre manifeste dans l'économie du raccordement final en France, qui ne se retrouve pas dans d'autres pays où est présent le groupe Iliad, comme l'Italie, la Pologne ou l'Irlande. Ce déséquilibre ne doit pas être ignoré ou passé sous silence dans une réflexion autour des raccordements finals.

Nous accueillons favorablement les clarifications de l'Autorité quant au seuil (150m linéaire), aux responsabilités sur le segment du raccordement final et à la possibilité pour l'OC de recourir à la réalisation d'un raccordement en mode OI au cas par cas

Comme nous l'indiquions dans notre contribution précédente, en dehors des zones très denses (1) la position du PBO par rapport au local dans le respect des « règles de l'art »¹ et (2) la disponibilité des infrastructures d'accueil sont des éléments déterminants dans la réussite du raccordement final.

Sur le point (1), nous accueillons favorablement le principe de fixation par l'Arcep d'un seuil de 150m linéaires pour la définition des raccordements longs : ce seuil constitue une réelle avancée et introduit une ligne de démarcation objective et mesurable pour le secteur.

Nous partageons l'appréciation de l'Autorité selon laquelle ces raccordements longs doivent représenter une faible minorité des raccordements finaux (selon l'Autorité environ 5% des raccordement ont une longueur supérieure à 150m linéaire).

L'utilisation du seuil à 150m dans les données transmises par l'OI devrait fournir un moyen d'apprécier la part des raccordements longs sur chaque infrastructure FttH et fournira un indicateur de l'effort de déploiement de l'OI. En effet, l'OI dont le réseau présente une part élevée de raccordements longs, et qui ne serait pas expliquée par des caractéristiques de répartition de l'habitat spécifiques, a déployé moins de réseau mutualisé, supporte moins de coûts, a pu aller plus vite et est susceptible de reporter sur les OC ses propres inefficacités². En tout état de cause, les PBO doivent être positionnés dans le respect du cadre réglementaire (décisions et recommandations de l'Arcep).

¹ Recommandation de l'Autorité en date du 7 décembre 2015 p. 6 : « les câbles de raccordement final d'un groupe de trois logements ou plus devraient cheminer en parallèle sur plus de 100 mètres, il serait préférable de poser un PBO supplémentaire, plus proche des logements, de manière à supprimer le cheminement en parallèle des câbles de raccordement final. »

² Comme rappelé précédemment, du fait de la structure actuelle du marché, l'OC construit la quasi-totalité des raccordements et supporte, en zone d'initiative privée, la totalité du coût.

Sur le point (2), nous accueillons favorablement les clarifications de l'Autorité quant aux responsabilités de l'OI, sauf difficultés exceptionnelles, sur la construction ou la rénovation des infrastructures de génie civil manquantes ou endommagées « sur le domaine public, y compris sur le segment du raccordement final du PBO jusqu'à la limite de domaine privé (en dehors des constructions neuves) ».

Il convient de rappeler que les contrats actuels proposés par les OI n'apportent aux OC ni garantie de complétude du déploiement horizontal ni garantie de possibilité effective de raccordement des prises déclarées éligibles. Lorsque la responsabilité de l'OI en termes de mise à disposition d'infrastructures d'accueil est indiquée, son défaut de mise en œuvre n'est assorti d'aucune pénalité.

Nous accueillons également favorablement la proposition de l'Autorité visant à généraliser la possibilité pour l'OC de demander le raccordement en mode OI, sans impact sur le mode STOC.

Nous ne sommes pas favorables à l'introduction d'un mécanisme de subventionnement de la construction ou de la réparation des infrastructures d'accueil des raccordements finals dans les tarifs du segment PM-PBO

La synthèse de l'Autorité ne fournit pas d'éléments chiffrés concernant le volume et les montants des créations ou réparations des infrastructures d'accueil. Compte tenu de la prédominance du mode STOC, l'OI ne réalise pas ce type de travaux sans être sollicité par un OC. L'ensemble des demandes d'intervention sur le génie civil de raccordement peut donc être extrait des systèmes d'information. Il nous semblerait utile que l'Autorité puisse en publier les taux (proportion des raccordements pour laquelle une intervention de l'OI sur le GC a été sollicitée par OC d'une part et par OI d'autre part).

Iliad relève dans la synthèse que « *sur le plan des principes, l'Arcep estime que le fait que certains opérateurs d'infrastructure recouvrent des coûts de création ou de réparation des infrastructures d'accueil des raccordements finals dans les tarifs du segment PM-PBO pourrait être regardé comme raisonnable.* »

Nous sommes opposés à l'introduction d'un tel mécanisme pour plusieurs raisons :

- les coûts d'investissement du segment PM-PBO ont déjà été payés par les opérateurs cofinanceurs, les tarifs récurrents de ce segment de réseaux ne peuvent être utilisés comme un fonds de péréquation de la construction de nouvelles infrastructures qui ne relèvent pas de son périmètre ;
- pour les mêmes raisons, il n'est pas plus logique ou rationnel de faire supporter la réparation d'infrastructures d'accueil du raccordement final par le segment PM-PBO. Pire encore, il y a un risque de double compte (ou double tarif pour l'OC) puisque pour les infrastructures de GC existantes, leur gestionnaire est en général en charge des réparations (par exemple Orange en tant qu'opérateur puissant a des obligations concernant la réparation de son GC, de même Enedis répare ses poteaux lorsqu'ils sont abîmés ou usés, etc.) ;
- les décisions n°2018-0569-RDPI et n°2020-1498-RDPI de l'Arcep, opposant respectivement Orange et Free d'une part et SFR et Free d'autre part sont venues notamment préciser de manière explicite et transparente le lien entre les coûts sous-jacents du segment horizontal (PM-PBO) et les tarifs correspondants (modèles réglementaires à l'appui). Alors que le dispositif de la décision n°2018-0569-RDPI est en cours de mise en œuvre³ et que la décision n°2020-1498-RDPI est en cours d'examen par la Cour d'Appel de Paris, il semblerait étonnant pour l'Autorité de venir contredire ses propres raisonnements et arguments, développés et utilisés dans ses décisions spécifiques au segment PM-PBO par un mécanisme visant l'introduction de coûts du segment de raccordement final dans le calcul du tarif du segment PM-PBO ;

Un éventuel mécanisme de péréquation pour soutenir la création d'infrastructures d'accueil des raccordements nous semble devoir être à trouver ailleurs (GC BLO, SU, Guichet de subvention actuellement ouvert par l'Etat, etc.) mais pas sur le segment PM-PBO.

³ Transmission des grandes masses des dépenses d'investissement et d'exploitation du réseau déployé par Orange en zone AMII, de façon agrégée et dans un calendrier prévu par la décision.

La recommandation proposée par l'Arcep va entraîner la dépréciation de la valeur du stock des raccordements finals déjà payés par les OC

Comme rappelé précédemment, le bilan des flux sur le raccordement final est totalement déséquilibré et conduit d'un côté à une dépense pour l'OI correspondant à 0 € et un raccordement final qui entre dans son patrimoine et de l'autre à une dépense pour l'OC correspondant à la totalité du coût de construction du raccordement.

L'Arcep indique dans sa synthèse que les niveaux de coût des raccordements finals en zone AMII sont trop élevés et suggère que :

- les OI réduisent leur « tarif de sous-traitance » (cf. tableau Arcep) pour les rapprocher des montants du modèle de l'Autorité ;
- que les « tarif d'usage » soient égaux aux « tarifs de reprise ».

La baisse souhaitée par l'Autorité aura des impacts sur la valeur du « stock » de raccordements

Du fait de la pratique dite de « l'euro-l'euro » en zone AMII, le « tarif d'usage » est égal au « tarif de sous-traitance » et ces montants ont été payés pour les raccordements finals déjà construits qui représentent plus de 50% de totalité des raccordements du territoire.

In fine, la recommandation de l'Arcep se traduit, pour le « stock » de raccordement, par un tarif de « restitution/reprise » d'un montant inférieur à l'amortissement du fait de la baisse du « tarif de sous-traitance ». En synthèse, la recommandation de l'Arcep conduit à déprécier la valeur des raccordements finals déjà payés par les OC. Compte tenu des montants engagés par Free sur le raccordement final, dont une partie n'a pas encore fait l'objet de restitutions (soit parce que l'abonné est toujours chez Free ou soit parce que l'OI conteste la restitution), la perspective d'une dépréciation des raccordements finals déjà payés constitue une perte sèche substantielle sur plusieurs années : ce n'est donc pas une bonne nouvelle pour Free et pour les OC.

La mise en œuvre de cette baisse est complexe car elle relève des contrats bilatéraux entre OI et OC

La grille des tarifs de « sous-traitance » du raccordement final ainsi que les tarifs « d'usage » sont inscrits dans le contrat conclu entre l'OI et l'OC. Du fait des équilibres contractuels entre ces tarifs, une modification de ces tarifs nécessitera un accord des deux parties au contrat. Dans la mesure où les flux de droits de suite sont en partie entre OC et sont réciproques, le même niveau de baisse devrait intervenir de manière synchronisée pour tous les acteurs d'une même zone et donc dans tous les contrats OI/OC de cette zone.

Nous pensons qu'une baisse des tarifs de « sous-traitance » en zone AMII est sans doute souhaitable. Cette baisse entraîne mécaniquement une baisse des « tarifs d'usage » (du fait de la pratique à « l'euro-l'euro ») et peut faciliter les raccordements finals futurs. Néanmoins, la conséquence négative du dispositif sur le passé est la perte nette de valeur du « stock » de raccordements finals déjà construits et payés par les OC. Compte tenu de ces effets, Iliad ne soutiendrait une telle mesure que si (i) la modifications des tarifs de « sous-traitance », « d'usage » et de droit de suite intervient par avenant ; la signature de cet avenant est autonome et n'est subordonnée à aucune autre évolution des contrats d'accès ou de sous-traitance et (ii) l'OI et tous les principaux OC d'une même zone acceptent les mêmes évolutions et le même avenant avec la même date d'effet. C'est à ces seules conditions cumulatives et uniquement en zone d'initiative privée, que nous serions susceptibles d'adhérer à la mise en œuvre de cette mesure.

Dans la zone RIP où les raccordements finals ont fait l'objet de subventions publics, la mesure de baisse des tarifs de « sous-traitance » proposée par l'Arcep pourrait être envisagée à la conditions supplémentaire (iii) un état des lieux précis et à la maille de chaque RIP, des subventions publiques déjà mobilisées ou qui pourraient l'être sur le segment du raccordement final (cf. dernière partie du présent document).

Les clarifications de l'Autorité (seuil, responsabilités) sont utiles et constructives pour le secteur mais ne suffisent pas à résoudre les échecs sur les raccordements « non standards »

Dans un contexte de fermeture du cuivre, ce sont les raccordements qui ne se font pas actuellement ou qui sont susceptibles d'échouer dans les prochains mois ou les années à venir (échecs dus à des raccordements « non standards ») qu'il faut regarder avec attention.

Les raccordements qui ne peuvent pas être réalisés dans des conditions standards devraient être identifiés pour comprendre les raisons de l'échec et des moyens complémentaires devraient être mobilisés pour ramener l'opération de raccordement à un coût standard pour l'OC.

Vérifier l'architecture du réseau, en particulier la position du PBO

Si le raccordement final est trop long ou complexes pour des raisons propres à l'OI (position du PBO ne respectant pas les règles de l'art, erreurs dans le déploiement initial de l'OI, infrastructures d'accueil non disponibles, etc.) : l'OI devrait alors réintervenir sur son infrastructure, sans surcoût pour l'OC, afin de mettre en conformité son déploiement (par exemple ajouter un PBO plus proche des locaux à raccorder) ou compenser l'OC de la part de coûts de travaux qui a été évitée par l'OI si l'OC a construit le raccordement en tant que sous-traitant.

En outre, il semble utile de prévenir au maximum ces cas d'échec de raccordement. Actuellement ce sont les OC et *in fine* les abonnés qui identifient et subissent les échecs de raccordement au moment où la souscription a déjà eu lieu et où la production effective du raccordement a commencé : c'est alors trop tard. Les suspicions de raccordements « trop longs » ou de PBO mal positionnés pourraient être relevées en amont en s'appuyant sur des données fournies par l'OI (par exemple les coordonnées des PBO et adresses des IMB concernés que les OI refusent de fournir aux OC de manière généralisée en dehors d'une commande précise⁴).

L'Arcep dispose des données les plus complètes sur les réseaux de chaque OI sur le territoire et de l'expertise géographique permettant de réaliser ce premier niveau d'analyse et de relever une liste de cas ou zones « atypiques ». Des audits pourraient ensuite être effectués sur les zones « atypiques » concernées pour vérifier si les PBO ont été posés dans les règles de l'art. Même s'il ne vise pas spécifiquement le PBO, ce type de vérification n'est pas inédit, des audits sont déjà régulièrement réalisés sur les réseaux FttH des RIP à l'initiative des délégants. L'Arcep a également conduit un audit des PM dont des résultats ont été communiqués au cours de l'année 2022.

Ainsi nous pensons qu'il serait utile pour prévenir les échecs de raccordement que l'Arcep puisse conduire des analyses visant à identifier les zones « atypiques » (raccordements très longs) du territoire et conduire des audits terrain pour vérifier que le PBO est correctement positionné.

Les raccordements finals « non standard » sont pour l'essentiel situés dans les zones rurales

Si le raccordement final est trop long et/ou complexe pour des raisons objectives liées à la répartition de l'habitat (habitats très isolés, etc.) : les seules forces du marché ne seront pas en mesure de supporter les raccordements finaux « quoi qu'ils en coûtent ». D'autres mécanismes devraient être mobilisés pour compenser l'écart de coût de construction.

Actuellement, dans les zones rurales, les opérateurs de RIP ont bénéficié de subventions publiques (Etat, collectivités, porteurs de projets publics) pour compenser les surcoûts des raccordements finals et proposer un « tarif d'usage » à un niveau banalisé (autour de 250€). En outre, des aides publiques complémentaires ont été prévues (au moins 300 M€ en comptant Etat et collectivités locales) dans le cadre du PFTHD pour les raccordements complexes.

Comme développé dans la dernière partie de cette contribution, consacrée aux aides publiques sur le raccordement en zone RIP, il sera important de s'assurer que l'ensemble des financements publics accordés aux raccordements ont été et seront transférés à la construction des raccordements.

Au-delà des dispositifs existants, l'une des difficultés qui risque d'apparaître dans les prochaines années sur les raccordements découle de l'organisation structurelle des RIP. Certains territoires ruraux concentrent les locaux les plus coûteux à raccorder et doivent actuellement les supporter « seuls ».

⁴ Cf. CR des réunions du GT raccordement final.

Comme nous l'avons déjà indiqué dans plusieurs précédentes contributions, un mécanisme de péréquation nationale de type SU affecté au raccordement final pourrait permettre de résoudre cette inégalité géographique structurelle.

Sur l'ajout d'une tranche de « tarif de sous-traitance » spécifique aux raccordements « non standards »

L'ajout d'une tranche de « tarif de sous-traitance » va ajouter des coûts dans l'économie du raccordement final. Ce mécanisme nous semble justifié lorsque des subventions sont prévues et non consommées. Lorsque ces subventions n'existent pas, un mécanisme de solidarité nationale doit être trouvé, par un service universel, l'octroi de subventions complémentaires, ou des aides aux ménages.

A contrario, en l'absence de subventions, imaginer faire porter les coûts des raccordements finals compliqués, qui sont concentrés dans des territoires compliqués, par l'économie du FttH et les opérateurs commerciaux des mêmes territoires est illusoire. Que les coûts soient individualisés, péréqués au sein des raccordements finals ou réventilés sur l'horizontal, les revenus du marché du FttH dans les territoires les plus ruraux ne peut payer pour la construction et l'entretien de leurs réseaux.

Dans la zone RIP, l'économie des raccordements finals comprend une part de soutien public qui vise à faciliter la construction du raccordement final pour le rendre accessible ensuite à un tarif d'usage banalisé : les subventions publiques affectées au raccordement doivent effectivement servir à la construction de ce segment

Le Plan France Très Haut débit a permis de financer une fraction des coûts des raccordements finals dans le cadre des appels à projet des RIP et cela dès le premier cahier des charges en 2013, comme l'indique l'extrait suivant :

« Le déploiement des réseaux FttH étant l'objectif stratégique final, ces réseaux sont pleinement soutenus par le programme national, tant en ce qui concerne les déploiements structurants que pour les raccordements finals des usagers qui peuvent se révéler particulièrement coûteux dans certains cas. »

Le principe du financement des raccordements finals par le PFTHD a donc été la règle pour les projets de RIP soumis depuis 2013. A l'exception de l'appel à projet de janvier 2020 et pendant une durée qui n'a pas dépassé 10 mois⁵, le financement des raccordements finals par l'Etat était possible pour tous les projets de RIP soumis lors des appels à projets ouverts en 2013, 2017 et décembre 2020.

Le soutien du raccordement final par le PFTHD était conditionné :

- à un financement par la collectivité territoriale ;
- aux cas où le coût moyen des branchements est supérieur à « la contribution pouvant être prise en charge par l'opérateur commercial et le client final » et à l'exclusion des « coûts de l'installation interne du local, au-delà du DTIO ».

Le calcul du montant du soutien de l'Etat reposait sur l'estimation du besoin de financement public des déploiements des raccordements « *estimé par rapport aux coûts de déploiement auxquels est retranchée la somme de 250 euros par prise construite qui correspond à la part forfaitaire minimale qui peut être recherchée auprès des opérateurs usagers* ». Le montant de 250€, défini en 2013, n'a pas été révisé dans les versions de cahier des charges publiées en 2017 et en 2020.

Dans la version 2013 du cahier des charges, on peut lire que « *Les déploiements des raccordements finals depuis le PBO vers la PTO, réalisés à l'occasion de la souscription d'un abonnement à très haut débit en FttH, dans les cinq années qui suivent l'éligibilité pourront être soutenus à un taux maximum compris, suivant le département, entre 33% et 61,6% du besoin de financement public calculé sur la base des seuls coûts éligibles et dans la limite d'un plafond national de subvention de l'Etat de 150 euros par prise en moyenne (à l'échelle du projet).* »

Les projets de RIP étaient donc fondés à mobiliser le soutien financier du PFTHD pour les raccordements finals. Les collectivités territoriales ont donc logiquement sollicité et obtenu des financements publics de l'Etat

⁵ Jusqu'à la réintégration du financement des raccordements finals dans le cahier des charges du PFTHD de décembre 2020.

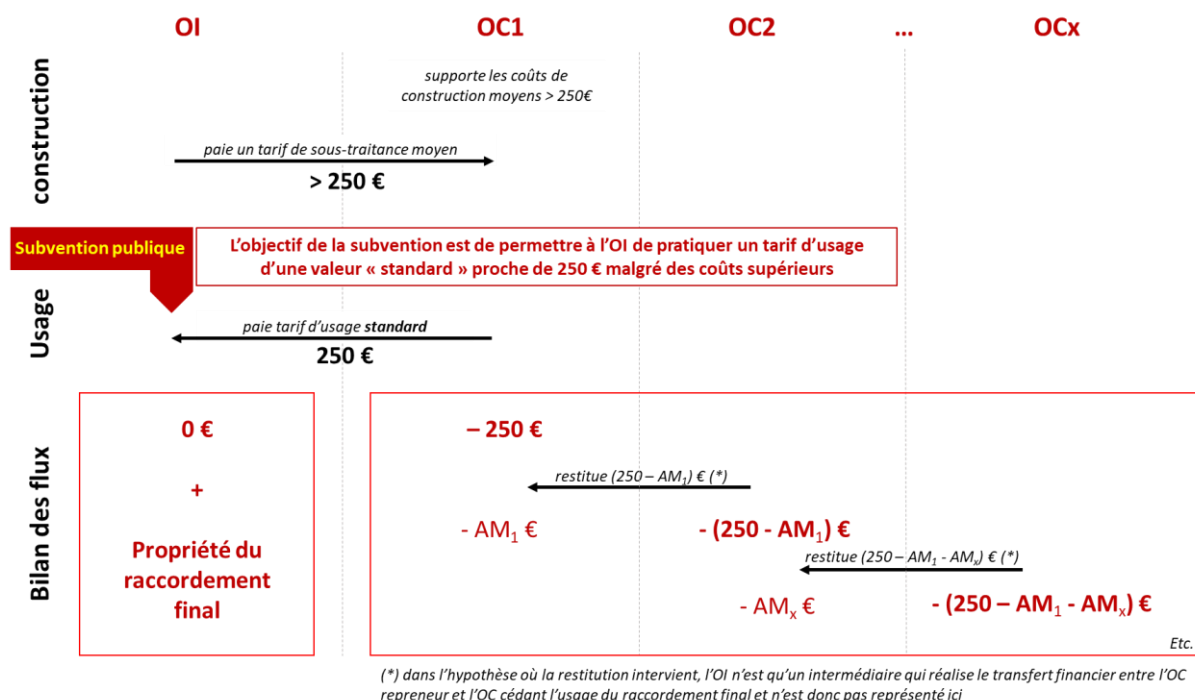
(autorisations d'engagement et également des crédits de paiement pour les déploiements les plus avancés) pour la réalisation des raccordements finals de leur projet de RIP.

A date la quasi-totalité des crédits de l'Etat consacrés au financement des réseaux à très haut débit et également aux raccordements finaux ont été engagés (à l'exception des financements publics destinés aux raccordements complexes). Selon l'étude de France Stratégie et sur la base des données de l'ANCT et de la DGE, 12,91 Mds€ ont d'ores et déjà été engagés dans les projets de RIP qui se décompose selon le tableau suivant :

Détail des parts d'investissements	Md€
Total part publique locale	8,84
<i>dont régions</i>	1,88
<i>dont départements</i>	1,35
<i>dont collectivités</i>	1,55
<i>dont porteurs de projets</i>	4,07
Total part Europe	0,55
Total part Etat	3,51
Sous total fonds publics hors Europe	12,9

Une part des fonds publics mentionnés ci-dessus a donc été sollicitée et engagée en vue de soutenir les déploiements de réseaux à Très Haut Débit et notamment subventionner une partie de la réalisation des raccordements finals dans les RIP. Néanmoins, ce montant total d'investissement public décliné selon la provenance du financement ne permet pas de déduire quelle est la part exacte qui a été et qui sera effectivement consacrée aux raccordements finals dans la zone RIP.

Cette information est pourtant cruciale à l'échelle de chaque projet de RIP pour vérifier si la subvention pour le raccordement final est bien intégralement utilisée pour permettre à l'OC d'accéder à tous les raccordements finals dans des conditions économiques comparables à celle de la zone d'initiative privée.



Représentation théorique des flux entre OI et OC et du bilan financier pour chaque acteur en zone RIP

En théorie, les subventions publiques destinées au raccordement final ont vocation à être intégralement affectées à la construction du raccordement final afin d'obtenir un « tarif d'usage » au plus proche du tarif banalisé de 250 € pour l'OC y compris dans les cas où le raccordement final est long ou complexe.

En pratique, pour déterminer si la subvention publique est à ce jour intégralement mobilisée pour la construction du raccordement final, il est nécessaire de faire la vérification à l'échelle de chaque RIP pour :

1. trouver les décisions administratives des collectivités locales délégantes (procès-verbaux ou délibérations) pour connaître le montant exact (part Etat⁶ et part collectivités et/ou porteurs de projet) et les modalités d'attributions détaillées des subventions publiques destinées aux raccordements finals (standards, longs, etc.) du RIP concerné. Actuellement ces informations sur le financement public des raccordements du RIP, qui relèvent du champs des Aides d'Etat, ne sont pas facilement accessibles ;
2. calculer pour chaque raccordement réalisé par l'OC sur ce RIP, la différence entre le « tarif de sous-traitance » perçu par l'OC et le montant du « tarif d'usage » (FAS) payé par l'OC : ce « delta » correspond au besoin de financement public de chaque raccordement du RIP ;
3. comparer ce « delta » avec le montant moyen de subvention publique accordée au délégataire au titre du raccordement final (informations obtenu dans les documents publics du point 1).

Pour certains RIP il est possible de comparer (1) le montant des subventions fléchées sur les raccordements finals, avec parfois des modulations du montant de subvention en fonction de la longueur ou de la complexité et (2) le delta entre « tarif de sous-traitance » et « tarif d'usage » qui permet de calculer la partie de cette subvention effectivement allouée à la construction du raccordement final.

Les résultats pour plusieurs RIP figurent annexe 1. Il ressort de cette analyse à ce stade restreinte à une douzaine de projets le montant et le forme des subventions aux raccordements finals (pour tous les raccordements ou uniquement certaines catégories) sont très hétérogènes entre projets. Par ailleurs,

- pour les projets où nous avons été capables de réunir les informations pertinentes, Axione et XP Fibre restituent la quasi-totalité des subventions attribuées au titre des raccordements finals aux OC construisant les raccordements finals ;
- pour les projets où nous avons été capables de réunir les informations pertinentes, Altitude, TDF et dans une moindre mesure Orange Concession ne restituent qu'une fraction des subventions attribuées au titre des raccordements finals aux OC construisant les raccordements finals.

Les difficultés et échecs de construction des raccordements finals sont surreprésentés en zone d'initiative publique. Il existe un stock de subventions d'ores et déjà attribuées et fléchées vers la construction des raccordements finals mais qui n'ont pas encore été effectivement utilisées, à date, pour la construction des raccordements finals. Ce stock de subventions est vraisemblablement compris entre 500 M€ et 1 Mds€.

La recherche de solutions pour réduire le taux d'échecs de raccordements et financer les raccordements complexes, longs ou coûteux suppose, au préalable, de faire un état des lieux de subventions attribuées, de leur utilisation, des obligations de service public attachées. En pratique, une évolution ou renégociation contractuelle équitable ne peut être fondée sur une asymétrie d'information.

Au demeurant, les lignes directrices européennes en vigueur⁷ sur les Aides d'Etat sont venues renforcer les obligations de transparence « *L'aide sera octroyée de manière transparente; en particulier, il importe de veiller à ce que les États membres, les opérateurs économiques, le public intéressé et la Commission aient facilement accès à tous les actes pertinents et à toutes les informations utiles sur l'aide octroyée* ».

⁶ Cahier des charges PFTHD 2017 § 1.6.5.2 : « Cette somme [engagée par l'Etat], qui permet le calcul du transfert de subvention pour le raccordement final de l'État vers les collectivités territoriales, ne reflète pas nécessairement la part qui sera effectivement mise à la charge de l'opérateur et/ou de l'utilisateur final, qui pourra être plus élevée et devra être cohérente avec les lignes directrices tarifaires de l'ARCEP susmentionnées. »

⁷ C(2022) 9343 final

Réponse à la consultation publique relative aux raccordements finals

Annexe 1

actualisé fin novembre 2022						Données raccordement Free			
Département	Délégant	Opérateur	Code OI	Subvention publique au raccordement	Date des pièces publiques trouvées	Source et extraits	Tarifs de sous traitance (OI paye OC) (A)	FAS (OC paye OI) (B)	Delta = A - B = part de la subvention effectivement utilisé pour les travaux de raccordement
Anjou	Anjou Numérique	TDF	ANFI	67 €	22/01/2018	Syndicat mixte ouvert Anjou Numérique – PV de la délibération n°2018-01-22/2 – budget primitif 2018 – partie 2 Tableau de l'annexe 2C p. 6 : 14,7 m€ (pour environ 220 000 prises)	292	260	32
Lot, Lozère, Aveyron	Conseils Départementaux de l'Aveyron, du Lot et de la Lozère	ORANGE	AXTD	45 € à 47 € (en fonction du département)	26/03/2018	Lot Numérique – Comité syndical du 26 mars 2018 – Délib. CS2018-11 – Avenant à la convention de groupement dans le cadre de la DSP FTTH Annexe 2 p. 8 : "Flux vers délégataire Raccordement" de 16,0 M€ (pour un total d'environ 330 000 prises sur Lot, Lozère et Aveyron)	294	250	44
Gironde	Gironde Numérique	ORANGE	GTHD	86 €	01/06/2018	Gironde Numérique – Comité syndical réunion du 25 janvier 2018 – Rapport d'analyse des offres p. 27 "Orange estime ce montant moyen à 86 €" p. 12 de la Délibération n°180125_001 délégation de service public d'établissement et d'exploitation d'un réseau de communications électroniques à très haut débit Le syndicat à affecté 27,7 M€ aux raccordements	299	250	49
Loir-et-Cher et Touraine	Val de Loire Numérique	TDF	VDLF	85 € par raccordement standard 800 € par raccordement long	31/01/2022	Val de Loire Numérique – Conseil syndical séance du 31 janvier 2022 – Délibération p. 7 : "S'agissant des raccordements standards (...) - S'agissant des raccordements longs (...)"	302	260	42
Bas-Rhin et Haut-Rhin	Départements du Bas-Rhin et du Haut-Rhin	ALTITUDE	ROSA	62 €	21/01/2016	Conseil départemental du Bas-Rhin – Propositions financières Budget Primitif 2016 – Rapport n° CD/2016/1 p. 2 : "La contribution publique demandée par le futur délégataire s'élève à 137,9 M€ pour les investissements de premier établissement et à 26 M€ pour les raccordements des clients finaux, soit une contribution publique totale de 163,9 M€." (pour environ 420 000 prise)	277	265	12
Haute-Savoie	Syane	ALTITUDE (Ex-COVAGE)	OTHS	4,3 M€ pour les raccordements "non standards"	02/07/2019	Syane – procès verbal des délibérations du comité syndical du 2 juillet 2019 p. 15 "Le montant de subvention prévu pour les raccordements non-standards reste inchangé (4,3 M€), mais alors qu'il constitue un montant estimatif dans la convention actuelle, il devient montant maximum au-delà duquel le délégataire assumera en lieu et place du SYANE."	224	224	0
Tarn et Garonne	Tarn-et-Garonne Numérique	ALTITUDE	OCTO	50 €	07/01/2019	Tarn-et-Garonne Numérique – Conseil syndical réunion du 7 janvier 2019 – Délibération n°01/2019-02 p.3 "50 euros par raccordement, dans la limite de 4.592.890 euros au titre des raccordements finals"	305	267	38

A contrario, pour les projets où nous avons été capables de réunir les informations pertinentes, deux OI RIP d'ampleur nationale, Axione et XP Fibre, nous semblent restituer la quasi-totalité des subventions attribuées par la puissance publique au titre des raccordements finals aux OC construisant effectivement les raccordements finals.

Annexe 2

Extraits de documents publics venant documenter le tableau figurant Annexe 1

Anjou	page 12
Lot, Lozère, Aveyron	page 14
Gironde	page 17
Loir-et-Cher et Touraine	page 21
Bas-Rhin et Haut-Rhin.....	page 24
Haute-Savoie	page 27
Tarn et Garonne.....	page 30

SYNDICAT MIXTE OUVERT ANJOU NUMÉRIQUE

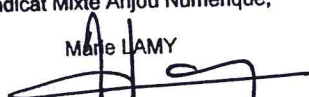
PROCÈS-VERBAL DE LA DÉLIBÉRATION N°2018-01-22 / 2

Le 22 janvier 2018 à 14 h 00, se sont réunis au SIEM - 9 route de la Confluence – 49000 Écouflant, les délégués désignés par chaque collectivité territoriale et groupement de collectivités territoriales membre du Syndicat Mixte Ouvert Anjou Numérique.

Date de la convocation : 16 janvier 2018	Étaient présents : Délégués du Département de Maine-et-Loire : - M. Philippe CHALOPIN - M. Nooruddine MUHAMMAD - Mme Marie SEYEUX - M. Alain MAINGOT - M. Didier ROISNE
Date de la publication au recueil des actes administratifs : 29 JAN. 2018	Délégués des EPCI : - M. Jean-Pierre MARTIN – Communauté communes Anjou Loir et Sarthe - M. Gilbert KHAN – Communauté de communes Anjou Loir et Sarthe - M. Marc SCHMITTER – Communauté de communes Loire Layon Aubance - M. Dominique OZANGE – Communauté de communes Loire Layon Aubance - M. Jean-Yves RENOU – Communauté de communes Loire Layon Aubance - M. Christophe POT – Communauté de communes Baugeois-Vallée - M. Pierre-Jean ALLAUME – Communauté de communes Baugeois-Vallée - M. Henri d'OYSONVILLE – Communauté de communes Baugeois-Vallée - M. Franck PERRAULT, suppléant - Communauté de communes Vallées du Haut Anjou - M. Jean-Claude DAVID – Communauté de communes Vallées du Haut Anjou - M. Étienne GLEMOT – Communauté de communes Vallées du Haut Anjou - M. Camille CHUPIN – Commune nouvelle Loire-Authion - M. Fabrice BERNIER, suppléant - Commune nouvelle Loire-Authion - M. Olivier CHAUVEAU – Communauté de communes Anjou Bleu Communauté - M. Jean-Louis ROUX – Communauté de communes Anjou Bleu Communauté - M. Gérard DELAUNAY – Communauté de communes Anjou Bleu Communauté - M. Michel SIRE – Communauté d'agglomération Saumur Val de Loire - M. Gilles TALLUAU, suppléant - Communauté d'agglomération Saumur Val de Loire - M. Éric MIGNOT – Communauté d'agglomération Saumur Val de Loire - M. Guy BERTIN – Communauté d'agglomération Saumur Val de Loire - M. Hervé MARTIN – Communauté d'agglomération Mauges Communauté - M. Thierry ALBERT – Communauté d'agglomération Mauges Communauté - M. Gilles PITON – Communauté d'agglomération Mauges Communauté - M. Jean-Pierre MOREAU – Communauté d'agglomération Mauges Communauté - M. Didier HUCHON – Communauté d'agglomération Mauges Communauté - M. Philippe COURPAT – Communauté d'agglomération Mauges Communauté - M. Xavier TESTARD – Agglomération du Choletais - M. Daniel FRAPPEAU - Agglomération du Choletais - M. Roch BRANCOUR – Région Pays de la Loire
Date de la transmission à la Préfecture : 29 JAN. 2018 Quorum : 31 délégués présents ou représentés, correspondant à 48,04 voix : le quorum est donc atteint	Étaient absents :
	Délégué des EPCI : - M. André SEGUIN – Communauté de communes Anjou Loir et Sarthe - Mme Virginie GUICHARD - Communauté de communes Vallées du Haut Anjou - M. Fabrice ANGER – Communauté d'agglomération Saumur Val de Loire - M. Pierre-Marie CAILLEAU – Agglomération du Choletais
	Était excusé et a donné pouvoir à :
Délégué :	- M. Laurent PRETROT - Région Pays de la Loire donne pouvoir M. Roch BRANCOUR

Arrêté certifié exécutoire
 Transmis au contrôle de la légalité
 le 25/01/2018
 Affiché le 25/01/2018
 Pour le Président du Syndicat Mixte
 Anjou numérique et par délégation,
 La chargée de projet
 Syndicat Mixte Anjou Numérique,

Marie LAMY



AUTORISATIONS DE PROGRAMME NOUVELLES

ANNEXE 2C

COMPTES	OBJET	AP		2018		2019		2020		2021	
		DEPENSES	RECETTES	CP DEPENSES	CP RECETTES	CP DEPENSES	CP RECETTES	CP DEPENSES	CP RECETTES	CP DEPENSES	CP RECETTES
AP Dépenses - DEPLOYER LE RESEAU FTTH		36 524 000 €		1 310 000 €		6 316 000 €		7 460 000 €		8 310 000 €	
20-68-20423-210	Subvention déploiement FttH - IPE	21 861 000 €		1 273 000 €		5 555 000 €		5 451 000 €		5 317 000 €	
20-68-20423-210	Subvention déploiement FttH -Raccordements	14 663 000 €		37 000 €		761 000 €		2 009 000 €		2 993 000 €	
AP Recettes - SUBVENTIONS PUBLIQUES RESEAU FTTH			36 525 000 €		8 929 000 €		6 859 000 €		5 365 000 €		5 669 000 €
13-68-1311-210	Subvention Etat - FSN		24 472 000 €				3 735 000 €		5 365 000 €		5 669 000 €
13-68-1312-210	Subvention Région		5 424 000 €		2 300 000 €		3 124 000 €				
13-68-1313-210	Subvention Département		6 629 000 €		6 629 000 €						

COMPTES	OBJET	2022		2023		2024		2025		2026	
		CP DEPENSES	CP RECETTES	CP DEPENSES	CP RECETTES	CP DEPENSES	CP RECETTES	CP DEPENSES	CP RECETTES	CP DEPENSES	CP RECETTES
AP Dépenses - DEPLOYER LE RESEAU FTTH		7 946 000 €		2 554 000 €		929 000 €		625 000 €		554 000 €	
20-68-20423-210	Subvention déploiement FttH - IPE	4 265 000 €									
20-68-20423-210	Subvention déploiement FttH -Raccordements	3 681 000 €		2 554 000 €		929 000 €		625 000 €		554 000 €	
AP Recettes - SUBVENTIONS PUBLIQUES RESEAU FTTH			5 462 000 €		2 978 000 €		563 000 €		251 000 €		191 000 €
13-68-1311-210	Subvention Etat - FSN		5 462 000 €		2 978 000 €		563 000 €		251 000 €		191 000 €
13-68-1312-210	Subvention Région										
13-68-1313-210	Subvention Département										

COMPTES	OBJET	2027		2028	
		CP DEPENSES	CP RECETTES	CP DEPENSES	CP RECETTES
AP Dépenses - DEPLOYER LE RESEAU FTTH		520 000 €			
20-68-20423-210	Subvention déploiement FttH - IPE				
20-68-20423-210	Subvention déploiement FttH -Raccordements	520 000 €			
AP Recettes - SUBVENTIONS PUBLIQUES RESEAU FTTH			174 000 €		84 000 €
13-68-1311-210	Subvention Etat - FSN		174 000 €		84 000 €
13-68-1312-210	Subvention Région				
13-68-1313-210	Subvention Département				

REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS

Délib. CS2018-08 – Validation du procès-verbal de la séance du 11 janvier 2018

Délib. CS2018-09 – Adhésion à l'AVICCA

Délib. CS2018-10 – Marché de mission de contrôle pour la construction du réseau très haut débit fibre optique (FTTH) de l'Aveyron, du Lot et de la Lozère

Délib. CS2018-11 – Avenant à la convention de groupement dans le cadre de la DSP FTTH

Délib. CS2018-12 – Maîtrise d'ouvrage pour la couverture des zones blanches

Délib. CS2018-13 – Convention de groupement de commandes pour l'entretien et la maintenance des sites de téléphonie mobile

Délib. CS2018-14 – Approbation du compte administratif et du compte de gestion 2017

Délib. CS2018-15 – Budget supplémentaire 2018

Délib. CS2018-16 – Nouvelle clé de répartition entre les membres



Syndicat mixte Lot numérique

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS

Comité syndical du 26 mars 2018

Délibération n° CS2018/08 : Validation du procès-verbal de la séance du 11 janvier 2018

L'an deux mille dix-huit, le 26 mars, les membres du comité syndical, régulièrement convoqués, se sont réunis à Cahors sous la présidence de monsieur André MELLINGER, Président.

Étaient présents :

Représentant du Département du Lot
Monsieur André MELLINGER

Représentants de la Fédération départementale d'énergies du Lot
Messieurs Guillaume BALDY, Claude TAILLARDAS

Représentants des Communautés de communes
Messieurs Gérard ALAZARD, Christian CAUDRON, Jean-Michel COSTES, Patrick GARDES, Stéphane MAGOT, SABRAZAT Jean-Pierre

Était représenté par suppléance :

Pour les communautés de communes, suppléait
Monsieur André BARGUES pour monsieur Thierry MARTIN

Étaient représentés par pouvoir :

Pour le Département du Lot, a donné pouvoir
Monsieur Pascal LEWICKI à monsieur André MELLINGER

Pour les communautés de communes, a donné pouvoir
Monsieur Thierry CHARTROUX à monsieur Jean-Michel COSTES

Étaient absents :

Pour le Département du Lot : MM. Serge BLADINIERES, Christian DELRIEU

Pour les communautés de communes : MM. Elie AUTEMAYOUX, Gyl CRAYSSAC, Joseph GOUSSET, Jean-Yves LANDAS

Nombre de délégués	En exercice	18
	Présents	10
	Pouvoir(s)	2
	Absent(s)	6
	Votants	12

(9 titulaires et 1 suppléant)

Date de la convocation	16/03/2018
------------------------	------------

Annexe 1 : Flux PRE vers le délégataire

Flux PRE	Taux	Cumul	Année 1		Année 2		Année 3		Année 4		Année 5		Année 6
vers Délégataire			S1	S2	S1	S2	S1	S2	S1	S2	S1	S2	S1
	100,00%	112 787 861 €	5 639 393 €	5 647 202 €	13 773 049 €	13 773 049 €	11 898 346 €	11 898 346 €	10 621 550 €	10 621 550 €	9 493 232 €	9 493 232 €	9 928 912 €
Dont Lot	33,60%	37 896 721 €	1 894 836 €	1 897 460 €	4 627 744 €	4 627 744 €	3 997 844 €	3 997 844 €	3 568 841 €	3 568 841 €	3 189 726 €	3 189 726 €	3 336 114 €
Dont Lozère	16,10%	18 158 846 €	907 942 €	909 200 €	2 217 461 €	2 217 461 €	1 915 634 €	1 915 634 €	1 710 070 €	1 710 070 €	1 528 410 €	1 528 410 €	1 598 555 €
Dont Aveyron	50,30%	56 732 294 €	2 836 615 €	2 840 543 €	6 927 844 €	6 927 844 €	5 984 868 €	5 984 868 €	5 342 640 €	5 342 640 €	4 775 096 €	4 775 096 €	4 994 243 €

Annexe 2 : Flux raccordement vers le délégataire

Flux vers délégataire	Cumul		Année 1	Année 2	Année 3	Année 4	Année 5	Année 6	Année 7	Année 8	Année 9	Année 10
Raccordement	taux	€										
Subvention publique	100,00%	15 951 698 €	519 840 €	1 727 003 €	2 468 794 €	2 714 864 €	3 094 506 €	1 906 438 €	1 202 835 €	922 237 €	860 260 €	534 921 €
Dont Lot	38,85%	6 197 235 €	201 958 €	670 941 €	959 126 €	1 054 725 €	1 202 216 €	740 651 €	467 301 €	358 289 €	334 211 €	207 817 €
Dont Lozère	17,21%	2 745 287 €	89 464 €	297 217 €	424 879 €	467 228 €	532 564 €	328 098 €	207 008 €	158 717 €	148 051 €	92 060 €
Dont Aveyron	43,94%	7 009 176 €	228 418 €	758 845 €	1 084 788 €	1 192 911 €	1 359 726 €	837 689 €	528 526 €	405 231 €	377 998 €	235 044 €

Nota : année 1 = 2018

**COMITE SYNDICAL
RÉUNION DU 14 DÉCEMBRE 2021**

Date de la convocation : 26 NOVEMBRE 2021

Sous la présidence de Mr Pierre DUCOUT

Présents :

Monsieur Pierre DUCOUT (Titulaire), Monsieur Patrick PELLETON (titulaire), Monsieur Jean-Yves GAILLARD (suppléant), Monsieur Anacléto ALFONSO (titulaire), Madame Céline GOEURY (titulaire), Madame Maud DUMONT (titulaire), Madame Pascale MOLBERT (suppléante), Madame Stéphanie DUPUY (titulaire), Monsieur Patrice PAULETTO (suppléant), Monsieur Philippe De GONNEVILLE (suppléant), Monsieur Bruno DUMONTEIL (suppléant), Monsieur Bernard GAUTIER (suppléant), Monsieur Laurent GARBUIO (titulaire), Monsieur Michael FUSEAU (titulaire), Monsieur Bernard LAURET (titulaire), Monsieur Phillipe BLAIN (suppléant), Monsieur Pascal MOREL (titulaire), Monsieur Jean-François BORDELAIS (titulaire), Monsieur Jean-Louis SAUMON (titulaire), Monsieur Colin SHERIFFS (titulaire), Monsieur Claude PULCRANO (titulaire), Monsieur Nicolas TARBES (titulaire), Monsieur Cédric PAIN (titulaire), Monsieur Gérald CARMONA (titulaire), Monsieur Stéphane LE BOT (suppléant)

**DÉLIBÉRATION N° 211214_003
DÉBAT D'ORIENTATION BUDGÉTAIRE 2022**

DÉLIBÉRATION N° 211214_003
DÉBAT D'ORIENTATION BUDGÉTAIRE 2022

Orientations budgétaires de l'exercice
- Budget annexe -
« Aménagement Numérique du Territoire »

Exposé des motifs

Le budget « Aménagement Numérique du Territoire » est dédié à la mise en œuvre du plan Gironde Haut Méga et retrace les actions suivantes :

- Flux en dépenses/recettes en lien avec la Délégation de Service Public (DSP) relative au Très Haut Débit (RIP2G) avec reprise du RIP 1G résilié et remis en affermage.
- Télécoms/Internet/VOIP
 - Groupement Fermés d'Utilisateurs (GFU)
- Objets connectés
- Éventuels travaux en maîtrise d'ouvrage directe (sites stratégiques, sites prioritaires, raccordements entreprises)
- Technologies alternatives à la fibre
- Moyens humains nécessaires au suivi du projet
- Intérêts de la dette

En tant qu'activité industrielle et commerciale, ce budget est soumis à l'instruction budgétaire et comptable M4 et est donc assujéti à la TVA. Le budget primitif 2022 reprendra le résultat reporté 2021.

Le plan « Gironde Haut Méga »

La couverture en Très Haut Débit du territoire constitue une priorité nationale dont les lignes directrices sont établies dans le cadre du Plan France Très Haut Débit (PFTHD). Les zones déployées par les opérateurs privés sur le territoire girondin se concentrent sur Bordeaux Métropole ainsi que sur la commune de Libourne. Les zones dans lesquelles les opérateurs n'ont pas manifesté l'intention de déployer des réseaux de fibre optique jusqu'à l'abonné relèvent de l'intervention publique sous forme de réseaux d'initiative publique (RIP).

Le Schéma Directeur Territorial d'Aménagement Numérique de la Gironde mis à jour et adopté en 2015 a permis de déterminer les conditions de lancement d'un nouveau projet « Gironde Haut Méga » afin de couvrir les territoires girondins en Très Haut Débit.

Par délibération en date du 25 janvier 2018, le Comité Syndical de Gironde Numérique a attribué une Délégation de Service Public d'établissement et d'exploitation d'un réseau de communications électroniques à Très Haut Débit avec l'opérateur ORANGE.

Le délégataire s'est engagé à réaliser la couverture intégrale de la Gironde en FttH en 6 ans soit 409 278 prises avec prise en compte des opérations de densification pendant la durée de la convention. Le montant prévisionnel des investissements à réaliser pour la

DÉLIBÉRATION N° 211214_003 DÉBAT D'ORIENTATION BUDGÉTAIRE 2022

couverture intégrale du territoire girondin s'établit à 669 035 788 € dont 392 646 219 € au titre des investissements de premier établissement (IPE) et 276 389 569 € au titre des autres investissements (raccordements, investissements de vie du réseau, autres investissements). Ces investissements, à la charge du délégataire, sont financés en partie par une subvention versée par le Syndicat s'élevant à 65 401 105 millions d'euros au titre des IPE et de 27 676 676 € au titre des raccordements. Le montant global de participation publique de la DSP s'établit à 93 077 781 €.

Le montant prévisionnel de la subvention publique à verser en 2022 s'élève à :

- Subvention publique de premier établissement : 10 800 000 euros
- Subvention publique au titre des raccordements finaux : 7 710 880 euros

Un avenant 7 à la DSP THD est en cours d'élaboration et permettra la prise en charge de travaux alternatifs (génie civil complémentaire, remplacement de poteaux...).

Outre la mise en œuvre de la Délégation de Service Public, le plan Gironde Haut Méga comporte également :

- La réalisation d'investissements sous maîtrise d'ouvrage directe de Gironde Numérique (sites prioritaires, usages innovants, raccordements entreprises et Groupement Fermé d'Utilisateurs, inclusion numérique),
 - L'année 2022 verra une montée en charge du GFU sous-groupe 2 dédié aux collectivités
- Le suivi et contrôle DSP, redevance usages numériques, études, ressources humaines, SIG et Grace THD...,
- Les intérêts de la dette.

Gironde Très Haut Débit verse annuellement des redevances à Gironde Numérique dans le cadre de la DSP Très Haut Débit :

- Redevance d'affermage RIP1G
- Redevance de contrôle
- Redevance usages numériques
 - Cette redevance à vocation à aider le Syndicat Mixte dans le cadre de projet numériques innovants (inclusion, recherche et développement...)

Le budget 2022 retrace donc les écritures liées au projet Gironde Haut Méga (RIP2G) :

Exploitation :

◦ En dépenses :

- Facturation par le budget principal des frais RH en lien avec le projet « Gironde Haut Méga »
- Inclusion numérique
- Projets Télécoms et usages innovants
- Contrôle de la DSP
- Charges financières

◦ En recettes :

- Redevances du délégataire (d'affermage du RIP1G, de contrôle, des usages numériques)

www.girondenumerique.fr

Syndicat mixte Gironde Numérique – Immeuble Gironde – Rez de dalle – 8 rue du Corps Franc Pommiès - 33000 Bordeaux
Tél. : 05 35 54 08 84 - Mail : accueil@girondenumerique.fr

DÉLIBÉRATION N° 211214_003 **DÉBAT D'ORIENTATION BUDGÉTAIRE 2022**

- Reprise amortissement des subventions d'investissement reçues

Investissement :

- En dépenses :
 - Versement d'une partie de la subvention de 1^{er} établissement et de raccordements finaux prévue sur 10 ans en lien avec la DSP et fonction de l'avancée des travaux
 - Dont travaux alternatifs
 - Investissements propres par Gironde Numérique en maîtrise d'ouvrage directe
 - Projet Télécoms
 - Ingénierie projet Télécoms et objets connectés
 - Amortissement des subventions d'investissement reçues
- En recettes :
 - Contributions par fonds de concours des membres
 - Subvention d'équipement FSN , Region Nouvelle Aquitaine (dont la part FEDER reprise par la Région)
 - Projet Télécoms
 - Emprunt afin d'étaler la charge des membres dans le temps

La présente décision
affichée le 1er février 2022
et transmise au représentant de l'État le 31 janvier 2022
est exécutoire depuis cette date.

CONSEIL SYNDICAL

SÉANCE DU 31 JANVIER 2022

DÉLIBÉRATION

L'an deux mille vingt deux, le lundi 31 janvier à 14h30,
le Conseil syndical du syndicat mixte ouvert Val de Loire Numérique, dûment convoqué, s'est réuni en session ordinaire,
dans la salle Kléber Loustau, Conseil départemental de Loir-et-Cher à Blois,
sous la présidence de Monsieur Bernard PILLEFER.

Date de la convocation : 24 janvier 2022

Présents : (15)

Collège Conseil régional Centre-Val de Loire : Pierre-Alain ROIRON

Collège Conseil départemental de Loir-et-Cher : Bernard PILLEFER, Jacques PAOLETTI

Collège Conseil départemental d'Indre-et-Loire : Sylvie GINER

Collège EPCI 41 : Alain PROT, Philippe MERCIER, Régis SOYER, Henry LEMAIGNEN, Michel GUIMONET, Hubert AZEMARD, Éric MARTELLIÈRE

Collège EPCI 37 : Marc LEPRINCE, Claude BORDIER, Philippe BEHAEGEL, Daniel SANS-CHAGRIN

Absents : (39)

Guillaume CRÉPIN, Delphine BENASSY, Alexandre AVRIL, Philippe GOUET, Catherine LHÉRITIER, Guillaume PELTIER, Isabelle RAIMOND-PAVERO, Jocelyne COCHIN, Geneviève GALLAND, Rémi LEVEAU, Malik BENAKCHA, Philippe MASSON, Nicolas HASLÉ, Marwane CHABBI, Joël NAUDIN, Frédéric DEJENTE, Thibaut BOURGET, Bernard ESPUGNA, Laurent ALLANIC, Pierre SOLON, Roger LEROY, Stéphane LEROY, Karine MICHOT, Jean-Claude OMONT, Martine TARTARIN, Marc ANGENAULT, Jean-François CRON, Vincent MORETTE, Alain BENARD, Marc JONCHERAY, Jean-Claude GAUTHIER, Christophe BAUDRIER, Christian PIMBERT, Thierry BRUNET, Sylvia PASCAUD, Jean-Christophe GASSOT, Patrick MICHAUD, Jocelyn GARCONNET, Françoise THOMERE

Personnes ayant donné pouvoir : (16)

Guillaume CRÉPIN à Michel GUIMONET

Philippe GOUET à Bernard PILLEFER

Catherine LHÉRITIER à Bernard PILLEFER

Isabelle RAIMOND-PAVERO à Sylvie GINER

Philippe MASSON à Alain PROT

Joël NAUDIN à Henry LEMAIGNEN

Frédéric DEJENTE à Henry LEMAIGNEN

Thibaut BOURGET à Hubert AZEMARD

Bernard ESPUGNA à Alain PROT

Pierre SOLON à Hubert AZEMARD

Jean-Claude OMONT à Claude BORDIER

Marc ANGENAULT à Claude BORDIER

Martine TARTARIN à Michel GUIMONET

Marc JONCHERAY à Philippe BEHAEGEL

Thierry BRUNET à Sylvie GINER

Jocelyn GARCONNET à Philippe BEHAEGEL

Pour : 31 (57 voix) Contre : 0 (0 voix) Abstentions : 0 (0 voix)

Délibération n°1 : Budget Primitif 2022

Le coût du projet pour le délégataire, TDF Fibre (via sa société de projet Val de Loire Fibre) est de 560 M€ suite à l'avenant n°4 de 2021. La participation publique totale n'a pas été modifiée et s'élève à **52,4 M€**.

Le versement de la subvention, prévu à l'article « 5.4 participation publique » de la convention de la DSP, se décompose comme suit :

- le 1^{er} établissement soit 26,1 M€ avec un calendrier de versement établi comme suit : un 1^{er} versement à lieu 30 jours après la signature (1 300 823 €), puis un autre à la libération du capital social minimum de la société de projet (1 300 823 €), à la remise des APD complets (2 601 646 €), des procès-verbaux de recette sans réserve majeure (2 601 646 €), des DOE, (7 804 938 €), à l'approbation des DOE complets (2 601 646 €), de la recette définitive d'une ZAPM (3 902 469 €), de la recette définitive du réseau (3 902 469 €).

- Raccordement final soit 26,3 M€. L'article 5.4.3.1 de la convention de DSP stipule : « Conformément aux principes du plan France Très Haut Débit, le délégant apporte au délégataire une participation publique au titre des raccordements terminaux, dès lors qu'elle s'avère nécessaire, déterminée dans les conditions suivantes :

- S'agissant des raccordements standards, le montant de la participation publique au titre du raccordement standard réalisé est forfaitisé par le délégataire et s'élève à un montant unitaire de 85 €.
- S'agissant des raccordements longs, quel que soit leur coût réel, le montant de la participation publique au titre du raccordement long réalisé est forfaitisé par le délégataire et s'élève à un montant unitaire de 800 €. »

Par ailleurs, il est convenu qu'au-delà d'un délai de 10 ans à compter de l'entrée en vigueur de la convention (01/01/2018) aucune participation publique au titre des raccordements terminaux ne sera sollicitée par le délégataire.

5,9 M€ de subventions ont été versées depuis le début du projet dont 4,1 M€ au titre du 1^{er} établissement et 1,8 M€ au titre des raccordements. Cela représente 11% de la subvention totale du fait des conditions de versement pré-citées et cela n'est pas corrélé avec l'avancement global du déploiement qui atteint le tiers du projet.

En 2022, le budget est de 20 830 015 € dont :

- 9 998 407 € au titre du département du Loir-et-Cher,
- 10 831 608 € au titre du département d'Indre-et-Loire.

Chapitre 040 : Opérations d'ordre de transfert entre section

Amortissements : en M4, l'amortissement des subventions d'investissement reçues est obligatoire. Le Syndicat doit donc amortir les subventions reçues de ses partenaires ce qui correspond à un montant de 932 766 € (dépenses d'investissement = recette de fonctionnement).

Ces subventions financent des équipements qui ne font pas l'objet d'amortissement (la participation du Délégataire est versée sur un compte 2764, non amortissable).

2. Les recettes

L'ensemble des dépenses d'investissement est financé par la reprise du résultat 2021 (chapitre 001 : 17 451 401,34 €), les dotations aux amortissements (chapitre 040 : 234 344 €), un virement entre section (chapitre 021 : 3 130 266,10 €) et la participation des membres (chapitre 13 : 1 547 774 €) répartie comme suit :

- Région Centre-Val de Loire, au titre de l'Indre-et-Loire : 282 900 € (la participation totale de la Région est de 340 600 € dont 57 700 € en fonctionnement sur le budget principal pour ce département).

Au vu de l'hypothèse de sites programmés pour 2022, la facturation 2022 serait au titre des études et déploiements de 160 000 € et de 50 000 € au titre des services.

Chapitre 77 : Produits exceptionnels

Subvention d'équilibre du budget principal : Afin de financer, d'une part, les études menées par le Syndicat (investissement), et d'autre part, le besoin de financement de la section de fonctionnement, une subvention d'équilibre est prévue au BP 2022 à hauteur de 92 370 €.

Chapitre 042 : Opérations d'ordre de transfert entre section

Amortissements : le Syndicat doit amortir les subventions reçues de ses partenaires ce qui correspond à un montant de 311 783 € (dépenses d'investissement = recette de fonctionnement).

LE CONSEIL SYNDICAL

Vu l'arrêté préfectoral n°41-2017-10-13-001 du 13 octobre 2017 portant extension du périmètre et modification des statuts du Syndicat Mixte Ouvert « Loir-et-Cher Numérique » et le nommant « Val de Loire Numérique »,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Considérant que le quorum est atteint,

DÉCIDE

Article unique : le Budget Primitif 2022, ci-annexé, comprenant le budget principal et les budgets annexes, est adopté.

Le Président,

Bernard PILLEFER

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours auprès du Tribunal administratif d'Orléans dans un délai de 2 mois à compter de sa publication ou de son affichage.

- 101 Réseaux de communication

**101 Réseaux de communication
Propositions financières Budget Primitif 2016**

Rapport n° CD/2016/1

Service Chef de file :

M4 - Coordination infrastructures numériques et transport

Service(s) associé(s) :

Résumé :

L'action en faveur des technologies de l'information et de la communication (TIC) s'inscrit dans une compétence partagée entre l'ensemble des collectivités locales. Le département du Bas-Rhin s'est ainsi fortement impliqué depuis de nombreuses années sur ce sujet, conscient des enjeux en terme d'attractivité et de compétitivité pour les territoires. C'est dans ce cadre que le projet de réseau d'initiative publique pour le très haut débit en Alsace a été lancé conjointement avec la Région Alsace et le Département du Haut-Rhin, afin de réaliser un déploiement de la fibre optique pour les particuliers et les entreprises, ceci dans toutes les communes non concernées par l'intervention d'un opérateur privé.

Ce projet se concrétise aujourd'hui par le choix du délégataire et le démarrage de la concession en 2016. Les crédits prévus permettront cette mise en oeuvre opérationnelle.

Ventilation des propositions de crédits par modes d'action				
Mode action	Section	Libellé Mode d'action	Budget Primitif 2015	Projet Budget Primitif 2016
1011	I	Action en faveur du développement NTIC	975 000,00	230 000,00

Les usages numériques sont aujourd'hui au cœur de l'activité économique de notre territoire. Il n'est plus à démontrer que les technologies existantes à base de cuivre ne pourront supporter à moyen terme la montée en débit et la symétrie nécessaires aux services innovants de demain. D'ores et déjà, les services TV avec la Haute Définition, la 3D réclament bien plus que quelques Mbps. C'est aussi le cas pour des services de vidéo communication de qualité ou encore pour l'utilisation confortable du Web. A ces services « de loisirs », viennent s'ajouter toute une gamme de services aux citoyens que seuls les réseaux de nouvelle génération pourront supporter : Télé Médecine, Formation à distance, contenus locaux, sécurité, ...

Nous sommes ici face à un enjeu majeur d'attractivité pour notre territoire : les choix d'implantation pour une entreprise sont largement conditionnés par la qualité de l'accès Internet dont elle pourra bénéficier. Et même si la grande majorité des entreprises est informatisée et connectée, elle n'a que très peu accès à des services très haut débit et doit se contenter du même niveau d'offres que les particuliers. L'accès à des débits plus importants dans des conditions tarifaires satisfaisantes représente donc un enjeu de compétitivité pour les entreprises, et notamment pour les entreprises situées dans les territoires les moins denses.

Les enjeux sont tout aussi importants pour les particuliers, dont l'accès Internet à domicile est un facteur primordial de confort, et qui revient systématiquement dans les critères pour l'acquisition d'un logement. Certaines zones ainsi mal desservies pourraient rapidement se trouver isolées et désertées.

Enfin, le Très Haut Débit doit concourir à la modernisation de l'ensemble des services publics : maintien des personnes âgées à domicile, hospitalisation à domicile, enseignement à distance, plate-forme de partage dans les établissements scolaires, e-administration, ...

Face à cela, et sans une intervention forte des collectivités publiques, plus de la moitié de la population alsacienne, résidant en-dehors des grands centres urbains n'accèdera pas aux mêmes services que ceux que proposent les opérateurs privés, à leur charge, dans les zones urbaines.

Le Département du Bas-Rhin s'est très tôt impliqué dans l'aménagement numérique, pour permettre à chaque bas-rhinois de disposer d'une connexion haut-débit de qualité. Le Schéma Directeur territorial d'Aménagement Numérique, voté en décembre 2011, posait les bases de cette stratégie à moyen - long terme.

Plus récemment, lors de sa séance plénière du 14 décembre 2015, une étape supplémentaire a été franchie par le choix du délégataire en charge de la construction et de la commercialisation du futur réseau très haut débit public alsacien dont la maîtrise d'ouvrage est assurée par la Région Alsace pour le compte des 3 grandes collectivités alsaciennes.

Les éléments essentiels de ce projet sont synthétisés ci-dessous :

- L'offre retenue est celle du groupement composé des sociétés NGE, ALTITUDE INFRASTRUCTURE, MIRANDA et CALLISTO.
- Le délai global du contrat est fixé à 30 ans, avec des délais de déploiement de 6 ans pour la tranche ferme et 3 ans pour la tranche conditionnelle (communes câblées). La desserte de toutes les communes prioritaires sera réalisée en 3 ans maximum.
- Le coût total du projet pour le concessionnaire est estimé à ce stade à 449,8 M€.
- La contribution publique demandée par le futur délégataire s'élève à 137,9 M€ pour les investissements de premier établissement et à **26 M€ pour les raccordements des clients finaux**, soit une contribution publique totale de 163,9 M€.
- L'aide attendue de l'Etat et des fonds européens FEDER est estimée à 50 % de la subvention publique (plafond maximum), soit 81,95 M€.
- Les communes et communautés de communes seront sollicitées à hauteur de 175 € la prise

Par ailleurs, la commission permanente du 4 janvier 2016 a validé le projet de convention de financement, de mise en œuvre et de suivi du projet Très Haut-débit Alsace fixant les modalités de participation des collectivités alsaciennes.

Le financement à la charge de la Région et des deux Départements, après déduction des concours dus par l'Etat, l'Europe, les communes et/ou les établissements publics de coopération intercommunale et de toute autre aide éventuelle, est arrêté à hauteur de **50% pour la Région et de 50 % pour chaque Département** pour la part de financement public correspondant aux travaux effectués sur son périmètre géographique de compétence.

Cette participation de 50 % ne portera que sur les investissements de premier établissement. Elle sera plafonnée à un montant non révisable de **3 459 034 €** pour le Département du Bas-Rhin.

Les crédits proposés pour 2016 permettent d'honorer le premier appel de fonds prévu, à hauteur de 150 000 €.

80 000 € sont par ailleurs programmés pour la mission d'assistance à maître d'ouvrage (équipe pluridisciplinaire de spécialistes du très haut débit, de juristes et de financiers) pour l'accompagnement final jusqu'au démarrage effectif des travaux.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Sur proposition de la commission de l'attractivité, du développement du Département et des relations institutionnelles, le Conseil Départemental approuve les dispositions du présent rapport traduites dans le Budget Primitif 2016.

Strasbourg, le 21/01/16

Le Président,

A handwritten signature in blue ink, consisting of a stylized 'F' followed by a series of loops and a long horizontal stroke.

Frédéric BIERRY

PROCES VERBAL
DES DELIBERATIONS DU COMITE
SYNDICAL DU 02 JUILLET 2019

L'An deux mille dix-neuf, le deux juillet, à 09 heures 00, le COMITE du Syndicat des Energies et de l'Aménagement Numérique de la Haute-Savoie, dûment convoqué en date du 18/06/2019, puis faute de quorum reconvoqué le 25/06/2019, s'est réuni 'Salle du Comité' du SYANE sous la présidence de Monsieur Jean-Paul AMOUDRY.

Etaient présents :

MM AMOUDRY, BONDURAND, BOSSON F, BOURGEOUX, CALMUS, CHAUTEMPS, DESILLE, DUCROZ, FRANCOIS, JACQUES, LAMBERT, MILON, PEILLEX, SIBILLE.

Suppléants :

MM JACQUET, MAURIANGE.

Avaient donné pouvoir :

MM BOUCHET, COUTIER, DEMOLIS, FILLON, HERISSON, MACHARD.

Etaient absents ou excusés :

Mmes BERTHIER, DUBY-MÜLLER, FRANCESCHI, LUTZ, METRAL, MUFFAT.
MM ALLARD, AYEB, BACHELLARD, BARDET, BAUD, BAUD-GRASSET, BERNARD, BESSON, BILAVARN, BILLET, BLONDIAUX, BOISIER, BOSLAND, BUFFLIER, BURNET, CAMPART, CATALA, CHARRAT, CHESSEL, CIABATTINI, DEAGE, DEROUSSIN, DESCHAMPS, DREVON, DUSSAIX, FAVRETTO, FAVRE-VICTOIRE, FOUQUET, FOURNIER, GAMBARINI, GILLET, GOLLIET-MERCIER, GRANDCHAMP, GUENAN, GUIRAUD, GYSELINCK, HEISON, HERVE, LAGGOUNE, LANDAIS, LAPERROUSAZ, LAPRAZ, LOMBARD, MAURE, MAURIS-DEMOURIOUX, MONATERI, MONET, MOUCHET, MUGNIER, OGIER, PACORET, PAGET, PAPEGUAY, PELISSIER, PERRET A, PERRET G, PETIT, PEUGNIEZ, PITTE, POUCHOT, RICHARD, RUDYK, SCHEVENEMENT, SERMET-MAGDELAINE, STEYER, TRIVERIO, VANDERSCHAECH, VICAT, VILLET.

Assistaient également à la réunion :

Mme OLLIVIER – Payeure Départementale.
MM SCOTTON, GATINET, SOULAS, VIVIAN.
Mmes ASSIER, GIZARD, KHAY, PERRILLAT : du SYANE

Membres en exercice : 95

Présents : 16

Représentés par mandat : 6

Le Président ouvre la séance et donne connaissance de l'ordre du jour :

1. Désignation du secrétaire de séance.
2. Approbation du Compte-rendu de la réunion précédente - 15 février 2019.
3. Décision Modificative n°1 du Budget Principal 2019.
4. Répartition des Crédits du CAS - Facé (Compte d'Affectation Spécial - Fonds d'Amortissement des Charges d'Electrification) pour l'année 2019.
5. Financement des travaux d'électrification et d'éclairage public - Convention avec le Département de la Haute-Savoie.
6. Maîtrise de l'énergie et développement des énergies renouvelables - Rénovation énergétique des bâtiments publics - Appel à projets 2019 - Attribution de subventions.
7. Etude de pré-faisabilité pour la production et la distribution de chaleur à partir de géothermie de moyenne profondeur sur le bassin annécien - Attribution d'une subvention à la Fondation Université Savoie Mont-Blanc (USMB).

- ✓ Le SYANE indemniserait le délégataire de la part des investissements que celui-ci n'aura pas eu le temps d'amortir d'ici à la fin de contrat (classiquement remis à la charge du délégataire suivant). Pour les besoins du calcul de l'indemnisation, les coûts unitaires par prise sont plafonnés afin d'éviter tout risque de surévaluation de ses coûts par le délégataire dans le but de maximiser l'indemnité finale :
- ✓ La quote-part des recettes de co-financement payées par les opérateurs commerciaux que le SYANE récupère en fin de contrat est majorée de 25 % par rapport à la convention actuelle.
- ✓ Le montant de subvention prévu pour les raccordements non-standards reste inchangé (4,3 M€), mais alors qu'il constitue un montant estimatif dans la convention actuelle, il devient montant maximum au-delà duquel le délégataire assumerait en lieu et place du SYANE.
- ✓ Une nouvelle grille tarifaire FTTH est ajoutée à la convention. Il s'agit d'une évolution de la grille actuelle, liée aux évolutions du marché FTTH. Elle entrera en vigueur à compter de l'expiration du délai de deux mois visé à l'article L.1425-1-VI du CGCT, et sauf avis contraire de l'ARCEP. Dans l'intervalle, l'ancienne grille continuera de s'appliquer.
- ✓ Pour les déploiements sur les secteurs phase 2, les spécifications techniques sont adaptées afin d'harmoniser les ingénieries du délégataire et du SYANE.
- ✓ Divers ajustements sont opérés afin de prendre en compte l'évolution de la convention : augmentation du capital social de la société ad hoc, compléments aux garanties à première demande, pénalités, terminologies.
- ✓ La durée de la convention est étendue à 22 ans.

L'accord trouvé avec le délégataire permettrait de réaliser la totalité de la phase 2 des déploiements, et donc la couverture totale en FTTH du périmètre SYANE, avec un besoin de subvention publique résiduelle particulièrement limité.

Il est donc proposé de formaliser ces éléments dans un avenant N°5 à la convention de délégation de service public.

Compte tenu de l'impact potentiel de ces évolutions sur les recettes de la délégation de service public, la commission d'ouverture des plis a été saisie pour émettre un avis sur le projet d'avenant en application de l'article L.1411-6 du Code général des collectivités territoriales.

Les membres du Comité sont invités :

1. à approuver le projet d'avenant n°5 à la convention de Délégation de service public portant sur le Réseau d'initiative publique départemental Très haut débit,
2. à autoriser le Président à signer cet avenant.

Adopté à l'unanimité.

12. RESEAU D'INITIATIVE PUBLIQUE TRES HAUT DEBIT DEPARTEMENTAL EN FIBRE OPTIQUE - DEPLOIEMENT DE LA PHASE 2 DU PROJET - DEMANDE DE SUBVENTION AUPRES DU FONDS POUR LA SOCIETE NUMERIQUE (ETAT)

Exposé du Président,

Par délibération du 13 décembre 2017, le Comité syndical a approuvé le lancement des études préparatoires aux déploiements de la Phase 2 du Réseau d'initiative publique Très Haut Débit départemental en fibre optique.

Mais dans le courant de l'année 2018, l'Etat a soudainement décidé de fermer, temporairement mais sans en préciser la date de réouverture, le guichet national de subvention pour le FTTH (Fonds pour la Société Numérique - FSN).

17. QUESTIONS DIVERSES

- **Etude géothermie Grand Annecy – Subvention à l'Université de Savoie Mont-Blanc :**

Monsieur MAURIANGE exprime son intérêt pour l'étude du potentiel de géothermie de moyenne profondeur sur le Grand Annecy. Il rappelle cependant la grande prudence à avoir sur les risques potentiels de sismicité liés au forage.

Il lui est précisé que l'étude de faisabilité sur le potentiel géothermique est principalement réalisée par des scientifiques de l'université Savoie Mont-Blanc, et en particulier par M. Jean-Luc GOT de l'Institut des Sciences de la Terre. Une attention particulière est portée au sujet de la question soulevée par M. MAURIANGE.

- **Révision statutaire :**

Le Président rappelle qu'il est prévu une réforme statutaire à la rentrée dont l'objet principal sera de préciser la composition des instances du SYANE lors de leur futur renouvellement en 2020. Ce sujet avait été évoqué lors de la tenue du DOB 2019, en décembre 2018.

- **Inauguration du nouveau siège du SYANE le 21 juin 2019 :**

Le Président renouvelle ses remerciements à tous ceux qui se sont mobilisés pour l'organisation et la bonne tenue de cette manifestation, qui a été un succès.

Il se réjouit de la qualité des échanges et des interventions, en particulier celle de Jean-François CARENCO, Président de la CRE (Commission de Régulation de l'Energie), sur l'organisation de notre paysage énergétique et de la place des autorités organisatrices de la distribution de l'énergie.

Et également sur la qualité et la franchise des échanges entre les élus locaux et Madame Jacqueline GOURAULT, Ministre de la Cohésion des territoires et des relations avec les collectivités territoriales.

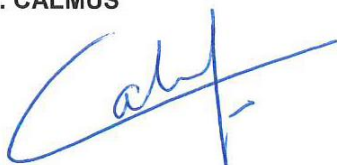
La présence ministérielle a été l'occasion pour le Président de rappeler le rôle et le sens de la solidarité territoriale apportée par notre structure départementale à l'ensemble de nos adhérents que sont les communes, et également les intercommunalités.

Monsieur Jean-Michel JACQUES remercie le Président pour la réussite de cette inauguration, et élargit, au nom de tous les élus, ses remerciements à toutes les équipes du SYANE.

L'ordre du jour étant épuisé et le chapitre des questions diverses clos, le Président remercie l'Assemblée et lève la séance à 10h30.

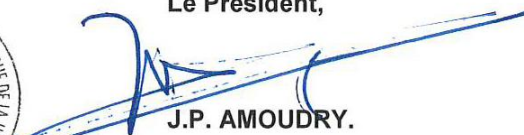
Le Secrétaire de Séance,

G. CALMUS



Le Président,

J.P. AMOUDRY.



AR PREFECTURE

032-200061257-20190107-01201902-DE
Regu le 07/01/2019

REPUBLIQUE FRANCAISE
DEPARTEMENT DE TARN-ET-GARONNE



Hôtel de Département
100 Boulevard Hubert Gouze
82000 MONTAUBAN

CONSEIL SYNDICAL

REUNION DU 7 JANVIER 2019

Date d'envoi de la convocation : 21 décembre 2018

L'An deux mille dix-neuf et le sept du mois de janvier (07.01.2019) à 09 heures 30 minutes, le Conseil Syndical de Tarn-et-Garonne Numérique, convoqué le 21 décembre 2018, s'est assemblé en salle du Conseil, à l'Hôtel de Département de Tarn-et-Garonne, sous la présidence de Monsieur Jean-Philippe BESIERS, Président de Tarn-et-Garonne Numérique.

PRESENTS : 17

M. BESIERS Jean-Philippe (Président), M. DELBREIL Thierry (1^{er} Vice-Président), M. BERTELLI Jean-Claude (2^{ème} Vice-Président), M. MARTY Patrick (3^{ème} Vice-Président), Mme DEBIAIS Francine (4^{ème} Vice-Présidente), M. CALAFAT Alexis (Délégué titulaire), Mme FERRERO Monique (Déléguée titulaire), M. GARGUY Bernard (Délégué titulaire), M. GARRIGUES Francis (Délégué titulaire), M. JEANJEAN Claude (Délégué titulaire), Mme LAMERA Emeline (Déléguée titulaire), Mme NEGRE Marie-Claude (Déléguée titulaire), M. QUATRE Christian (Délégué titulaire), Mme TURELLA-BAYOL Frédérique (Déléguée titulaire), M. VERIL Claude (Délégué titulaire), M. VIGOUROUX Claude (Délégué titulaire)

REPRÉSENTÉS : 1

M. ASTRUC Christian (Délégué titulaire) a donné pouvoir à M. BESIERS Jean-Philippe (Président)

EXCUSÉS : 1

Mme BOURDONCLE Catherine (Déléguée titulaire)

Le Conseil syndical a désigné pour Secrétaire **Madame LAMERA Emeline**.

DELIBERATION N°01/2019-02**DELIBERATION PORTANT CHOIX DU DELEGATAIRE ET APPROBATION
DE LA CONVENTION DE DELEGATION DE SERVICE PUBLIC ET DE
L'ACTE DE DELEGATION IMPARFAITE (DANS LE CADRE DE LA
DELEGATION DE SERVICE PUBLIC RELATIVE AU FINANCEMENT, A LA
CONCEPTION, A LA CONSTRUCTION ET A L'EXPLOITATION DU
RESEAU DE COMMUNICATIONS ELECTRONIQUES A TRES HAUT
DEBIT DU DEPARTEMENT DE TARN-ET-GARONNE)**

Le Conseil syndical ;

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment, ses articles L.1411-1 et suivants et son article L.1425-1 ;

Vu l'Ordonnance n° 2016-65 du 29 janvier 2016 *relative aux contrats de concession* ;

Vu le décret n° 2016-86 du 1^{er} février 2016 *relatif aux contrats de concession* ;

Vu l'avis favorable du Comité technique du CDGFPT 82 en date du 29 septembre 2017 ;

Vu l'avis favorable de la commission consultative des services publics locaux en date du 2 octobre 2017, sur la mise en œuvre d'une délégation de service public relative au financement, à la conception, à la construction et à l'exploitation du réseau de communications électroniques à très haut débit du département de Tarn-et-Garonne ;

Vu la délibération du Syndicat en date du 16 octobre 2017 approuvant le principe de la délégation de service public relative au financement, à la conception, à la construction et à l'exploitation du réseau de communications électroniques très haut débit du Département de Tarn et Garonne ;

Vu le procès-verbal de la décision de la Commission de délégation de service public du Syndicat en date du 13 juillet 2018 ayant ouvert les plis contenant des candidatures, annexé à la présente délibération ;

Vu le rapport et la décision de la Commission de délégation de service public du Syndicat en date du 23 juillet 2018 dressant la liste des candidats admis à présenter une offre, annexés à la présente délibération ;

Vu le rapport et l'avis de la Commission de délégation de service public sur les offres en date du 29 août 2018, recommandant l'engagement de négociations avec le groupement candidat constitué des sociétés Altitude Infrastructure THD et BARA, annexés à la présente délibération ;

Vu la délibération n° 12/2018-05 du Conseil Syndical en date du 17 décembre 2018, portant approbation du plan de financement prévisionnel, du calendrier de déploiement et de la

cartographie dans le cadre de la DSP pour la conception, le financement, l'établissement et l'exploitation du réseau de communications électroniques à très haut débit ;

Vu le rapport du Président présentant les motifs du choix du candidat et l'économie générale de la Convention de délégation de service public, annexé à la présente délibération ;

Vu le projet de Convention de délégation de service public relative à la conception, au financement, à l'établissement et à l'exploitation du réseau de communications électroniques à très haut débit de Tarn-et-Garonne et ses annexes, annexées à la présente délibération et en particulier le projet de Convention de délégation imparfaite annexée à la Convention ;

Considérant qu'il résulte des négociations que l'offre d'une durée de 30 ans négociée par le Président du Syndicat avec le groupement constitué des sociétés Altitude Infrastructure THD et BARA obtient une note de 82,7/100 au regard des critères de jugement des offres pondérés mentionnés au règlement de la consultation ;

Considérant que les négociations menées par le Président du Syndicat avec le groupement candidat constitué des sociétés Altitude Infrastructure THD et BARA sur la base de l'offre sur 30 ans ont conduit à l'établissement d'un projet de convention de délégation de service public qui est de nature à satisfaire tant à l'intérêt général poursuivi par le Syndicat qu'aux futurs usagers du réseau de communications électroniques très haut débit du Syndicat, eu égard, d'une part, à la qualité du service public que les sociétés membres du groupement candidat s'engagent à assurer et, d'autre part, aux conditions de l'équilibre financier qui ont été arrêtées sur la durée de la convention (30 ans) ;

Considérant que les sociétés Altitude Infrastructure THD et BARA ont prévu de substituer une société ad hoc, dans ses droits et obligations au titre de la convention, conformément à l'article 4.1 de la convention ;

Considérant que les participations financières du Syndicat à verser au délégataire, arrêtées, aux termes de la convention de délégation de service public susvisée, à la somme maximale de 17.100.000 euros pour l'établissement du Réseau et à 50 euros par raccordement, dans la limite de 4.592.890 euros au titre des raccordements finals, trouvent leur justification dans les obligations de service public imposées au délégataire, lesquelles obligations font peser sur ce dernier une charge d'investissement telle que la rentabilité financière de l'opération ne serait pas de nature, sans cette participation, à assurer une rémunération raisonnable dudit Délégataire ;

Considérant qu'une convention de délégation imparfaite, établie sur la base d'un modèle annexé à la Convention, sera conclu et qu'en vertu de cet acte le Syndicat accepte, de manière inconditionnelle et irrévocable, à payer directement aux créanciers financiers du Délégataire les sommes qu'il devrait lui-même payer au Délégataire et si une décision juridictionnelle devait annuler ou priver d'effet la convention de délégation de service public, en application de l'article 10.8 de la Convention ;

APRES AVOIR ENTENDU LE RAPPORTEUR,

Le Conseil syndical, sur proposition du Président, et après en avoir délibéré :

Article 1 : DECIDE d'agréer le choix des sociétés Altitude Infrastructure THD et BARA comme cocontractantes de la convention de délégation de service public relative au financement, à la conception, à la construction et à l'exploitation du réseau de communications électroniques à très haut débit du département de Tarn-et-Garonne ; étant précisé que les sociétés ont prévu de substituer une société ad hoc, dans les droits et obligations du groupement au titre de la convention, conformément à l'article 4.1 de la convention

Article 2 : DECIDE d'approuver la convention de délégation de service public y afférente, et ses annexes, telle que finalisée avec ces sociétés, et d'autoriser le Président à la signer, ainsi que tous actes afférents

Article 3 : DECIDE d'approuver la convention de délégation imparfaite, ayant pour objet de constater la constitution ainsi que les termes et conditions de la délégation imparfaite de paiement par laquelle la société ad hoc qui sera constituée (en qualité de délégant au sens de la convention de délégation imparfaite) délègue le Syndicat (en qualité de délégué au sens de la convention de délégation imparfaite) pour le paiement aux créanciers financiers (en qualité de délégataires au sens de la convention de délégation imparfaite) de sommes dues par le Syndicat à la société ad hoc au titre de l'article 10.8 de la Convention ; **et AUTORISE** le Président à la signer, ainsi que tous actes afférents

Article 4 : DIT que les dépenses en résultant seront financées sur les crédits ouverts à cet effet au budget de l'exercice concerné

Article 5 : DIT que la présente délibération sera transmise à Monsieur le Préfet du Département de Tarn-et-Garonne

Article 6 : Le Président et le Directeur seront chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

ADOPTÉ A L'UNANIMITÉ des membres présents et représentés

Certifié exécutoire par le
Président compte-tenu de
l'envoi en préfecture le **07 JAN. 2019**

et de la publication le **10 JAN. 2019**

Fait à Montauban, le 7 janvier 2019

Le Président,
Jean-Philippe BESIERS

Syndicat mixte
Tarn-et-Garonne
Hôtel de la Préfecture
10000 Montauban
Tarn-et-Garonne
082-200061257-20190107-01201902-DE